

Jacques MYARD

*Yvelines (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux implantations communes de missions diplomatiques et de postes consulaires (n° 119) [31 juillet 2007]

Membre de la délégation parlementaire au renseignement [J.O. du 31 octobre 2007]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux implantations communes de missions diplomatiques et de postes consulaires (n° 119) [18 septembre 2007] (n° 166)

Proposition de loi n° 453 visant à autoriser le cumul sans restriction d'un emploi avec une retraite [5 décembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le monopole des jeux au regard des règles communautaires [6 février 2008] (n° 693)

Proposition de résolution n° 730 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les dérives sectaires, notamment dans le domaine médical et paramédical [26 février 2008]

Proposition de loi n° 756 relative à l'attribution de la carte du combattant pour les militaires ayant quatre mois de présence en Algérie avant le 1^{er} juillet 1964 [27 mars 2008]

Proposition de loi n° 835 visant à préserver les commerces de proximité [24 avril 2008]

Proposition de loi constitutionnelle n° 843 visant à interdire à un parti politique de se réclamer d'une religion ou d'une ethnie [29 avril 2008]

Proposition de loi n° 864 visant à interdire toute forme de paris à cote fixe sur les événements sportifs [7 mai 2008]

Proposition de loi n° 1121 visant à lutter contre les atteintes à la dignité de la femme résultant de certaines pratiques religieuses [23 septembre 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Marchés financiers. Marchés financiers internationaux. Fonds souverains, développement, conséquences [23 octobre 2007] (p. 3058)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 141, posée le 29 janvier 2008. Transports ferroviaires. Ligne Cergy Paris (J.O. Questions p. 627). Appelée le 29 janvier 2008. Fonctionnement (p. 556)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Proteste contre le dépôt du protocole dit "de Londres" par le Gouvernement le 24 août, pendant les vacances des collaborateurs, ne laissant que quelques jours pour déposer des motions de procédure [26 septembre 2007] (p. 2392)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités

[4 juillet 2007] (p. 1597)

Son intervention (p. 1618)

Thèmes :

Etat : intérêt national (p. 1619)

Etat : souveraineté (p. 1618, 1619)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 1618)

Union européenne : compromis de Luxembourg (p. 1618)

Union européenne : construction européenne (p. 1618)

Union européenne : élargissement (p. 1618)

Union européenne : institutions (p. 1618, 1619)

Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1618)

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son intervention (p. 1692)

Thèmes :

Entreprises : investissements : politique industrielle (p. 1693)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 1692)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1692 et s.)

Politiques communautaires : pacte de stabilité : départements (p. 1693)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1692)

Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 1693)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Après l'article 1er

Son amendement n° 171 (personnel navigant de cabine de l'aviation civile : suppression de la limite d'âge) (p. 1803) : rejeté (p. 1804)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son amendement n° 176 (p. 1882)

Son intervention (p. 1885)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son amendement n° 175 (p. 1930)

Après l'article 5

Son amendement n° 174 rectifié (ISF : suppression) (p. 1945) : rejeté (p. 1946)

Son amendement n° 170 (ISF : exonération de la résidence principale) (p. 1945) : rejeté (p. 1950)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Thème :

Finances publiques : indicateurs de performance (p. 1984)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2129)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions (p. 2129)

Droit pénal : mineurs : discipline (p. 2129)

Droit pénal : mineurs : militaires et assimilés (p. 2129)

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

Article unique (création de la délégation parlementaire au renseignement : composition, compétences, pouvoirs, travaux de la délégation)

Ses interventions (p. 2443 et s.)

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2508)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'aller et de venir (p. 2509)

Politique sociale : dialogue social (p. 2509)

Secteur public : services publics (p. 2508, 2509)

Travail : négociations (p. 2509)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2285)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Sa motion d'ajournement (p. 2424) : rejetée (p. 2429)

Thèmes :

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2425 et s.)

Etat : intérêt national : souveraineté (p. 2424 et s.)

Industrie : Institut national de la propriété industrielle (INPI) (p. 2425, 2427)

Langue française : défense (p. 2426 et s.)

Pays étrangers : Allemagne (p. 2425 et s.)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 2425)

Politiques communautaires : normes européennes : brevets (p. 2424 et s.)

Propriété intellectuelle : brevets (p. 2424 et s.)

Discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2429)

Son intervention (p. 2429)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)

Article 1^{er} (corruption et trafic d'influence concernant les agents publics et les magistrats et personnes exerçant une fonction juridictionnelle en France)

Son intervention (p. 2700)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention (p. 2815)

Thèmes :

Entreprises : investissements (p. 2815)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 2816)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2815)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2815)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2815)

Union européenne : euro (p. 2815 et s.)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Son amendement n° 68 (ISF : suppression) (p. 2950) : rejeté (p. 2952)

Son amendement n° 69 (ISF - exonération de la résidence principale) (p. 2952) : rejeté (p. 2953)

Après l'article 18

Son amendement n° 62 (collectivités territoriales accueillant un hippodrome : affectation de 0,1 % des sommes engagées au pari mutuel urbain) : rejeté (p. 3016)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3861)

Son intervention (p. 3874)

Thèmes avant la procédure des questions :

Langue française : usage (p. 3874)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3874)

Pays étrangers : Afrique (p. 3874)

Pays étrangers : Allemagne (p. 3874)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Après l'article 10

Son amendement n° 246 (possibilité pour les personnels navigants de l'aéronautique civile de poursuivre leur carrière au-delà de cinquante cinq ans) (p. 3284) : adopté (p. 3285)

Après l'article 36

Son amendement n° 245 précédemment réservé (subordination à la délivrance de génériques de la prise en charge par l'assurance maladie des dépenses pharmaceutiques des bénéficiaires de la couverture maladie universelle) : rejeté (p. 3442)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 16

Son amendement n° 210 rectifié (instauration d'un prélèvement sur les paris mutuels au profit des communes d'implantation des hippodromes) : adopté (p. 5076)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5327)

Thèmes :

Commerce extérieur : exportations (p. 5328)

Emploi : cumul emploi retraite (p. 5328)

Entreprises : intéressement et participation (p. 5328)

Entreprises : investissements (p. 5328)

Famille : politique familiale (p. 5328)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 5328)

Politiques communautaires : politique industrielle (p. 5328)

Politiques communautaires : politique monétaire (p. 5328)

Sécurité sociale : TVA sociale (p. 5328)

Travail : réduction du temps de travail (RTT) : rachat (p. 5328)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 231)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 232)

Parlement : prérogatives (p. 232)

Union européenne : transferts de compétences (p. 231)

Union européenne : majorité qualifiée (p. 232)

Union européenne : subsidiarité (p. 231)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 231)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1 (primauté de la Constitution sur toute norme, y compris communautaire) (p. 240) : rejeté (p. 241)

Son amendement n° 2 (rôle du Président de la République : respect des intérêts de la France au sein des organisations internationales, et notamment au sein de l'Union européenne) (p. 243) : rejeté (p. 244)

Son amendement n° 3 (contrôle de la constitutionnalité de tout traité sur l'Union européenne) : rejeté (p. 244)

Son amendement n° 4 (inscription dans la Constitution de la promotion de la langue et de la culture françaises et d'une Union méditerranéenne) (p. 244) : rejeté (p. 245)

Article 2 (modification des dispositions relatives à l'Union européenne)

Ses amendements n° 5 à 7, 14, 8 et 9 (p. 246 et s.)

Après l'article 2

Son amendement n° 10 (constitutionnalisation du Compromis de Luxembourg) : rejeté (p. 248)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Son intervention (p. 829)

Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1189)

Son intervention (p. 1196)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : médecins (p. 1196)

Assemblée nationale : commissions d'enquête : sectes (p. 1196)

Droit pénal : témoins : protection (p. 1196)

Etat : laïcité (p. 1196)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Après l'article 10

Son amendement n° 82 (conditions d'exercice de l'activité des personnels navigants de l'aviation civile : limite d'âge des pilotes fixée à 65 ans ; reclassement de droit dans un emploi au sol à partir de 55 ans pour les personnels de cabine ou à partir de 60 ans pour les pilotes) (p. 1697) : rejeté (p. 1698)

Son amendement n° 81 (conditions de reclassement dans un emploi au sol des personnels navigants de l'aviation civile à partir de 55 ans) (p. 1697) : rejeté (p. 1698)

Projet de loi n° 773 relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 avril 2008] (p. 1847)

Après l'article 19

Son amendement n° 25 (application aux jeunes chevaux des mesures de lutte contre le dopage animal dans le cadre de la reproduction et l'amélioration génétique des animaux d'élevage) : rejeté (p. 1853)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Après l'article 1er

Son amendement n° 149 (Président de la République garant des intérêts fondamentaux de la France au sein des organisations internationales et notamment de l'Union européenne) : rejeté (p. 2380)

Article 2 (limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)

Son amendement n° 153 (de suppression) (p. 2381)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son amendement n° 154 (de suppression) (p. 2385) : adopté (p. 2387)

Après l'article 3

Son amendement n° 150 (référendum d'initiative populaire) (p. 2387) : retiré (p. 2394)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son amendement n° 155 (de suppression) (p. 2399)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Ses interventions (p. 2417 et s.)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 2422)

Son amendement n° 156 (p. 2429)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2454)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son amendement n° 159 (de suppression) (p. 2458)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 499 de M. Arnaud Montebourg (création d'une commission d'enquête à la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs) (p. 2521)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son amendement n° 160 (de suppression) (p. 2523)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 163 (de suppression) (p. 2607)

Article 12 précédemment réservé (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son amendement n° 161 (de suppression) (p. 2675) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2676)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son amendement n° 166 (de suppression) (p. 2676)

Après l'article 24

Son amendement n° 174 (supériorité des lois par rapport aux traités et accords internationaux antérieurs) (p. 2678) : rejeté (p. 2679)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son amendement n° 167 (de suppression) (p. 2679)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 482 de M. Jean-Christophe Lagarde (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire dans la limite de deux fois par session) (p. 2684)

Intervient sur l'adt n° 481 de M. François Sauvadet (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2684)

Intervient sur l'adt n° 457 de M. Jean-Claude Sandrier (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2684)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son amendement n° 168 (de suppression) (p. 2686)

Son rappel au règlement (cf supra) [29 mai 2008] (p. 2691)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Son intervention (p. 2711)

Après l'article 31

Son amendement n° 176 (développement de la francophonie) (p. 2717) : rejeté (p. 2718)

Son amendement n° 175 (développement de la francophonie) : rejeté (p. 2718)

Son amendement n° 177 (hiérarchie des normes : Constitution et lois postérieures supérieures aux traités et au droit communautaire) : rejeté (p. 2718)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son amendement n° 170 (p. 2721)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son amendement n° 171 (de suppression) (p. 2727)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)*Article 1^{er} (garantie du pluralisme politique)*

Son amendement n° 87 (p. 4413)

Article 2 (limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)

Son amendement n° 88 (de suppression) (p. 4417)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son amendement n° 89 (de suppression) (p. 4423)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 4435)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 4443)

Son amendement n° 90 (de suppression) (p. 4444)

Son amendement n° 91 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4447)

Article 12 (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 4474)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son amendement n° 93 (p. 4476)

Article 14 (présentation des projets de loi et avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son amendement n° 94 (p. 4477)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 95 (de suppression) (p. 4479)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son amendement n° 96 (de suppression) (p. 4482)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son amendement n° 97 (de suppression) (p. 4495)

Article 24 bis (saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire d'un engagement international avant sa ratification)

Son amendement n° 98 (de suppression) : adopté (p. 4497)

Article 24 ter (dénomination du Conseil constitutionnel)

Son amendement n° 99 (de suppression) : adopté (p. 4497)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son amendement n° 100 (de suppression) (p. 4497)

Article 25 bis (examen de constitutionnalité d'une proposition de loi soumise à référendum)

Son amendement n° 101 (de suppression) (p. 4497)

Article 25 ter (saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire d'une loi avant sa promulgation)

Son amendement n° 102 (de suppression) : adopté (p. 4498)

Après l'article 30 sexies

Intervention : (p. 4507)

Article 31 (Défenseur des droits)

Son amendement n° 103 (de suppression) (p. 4507)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Ses amendements n° 105 et 104 (p. 4508)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son amendement n° 106 (de suppression) (p. 4509)

Déclaration du Gouvernement n° 1007 sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et débat sur cette déclaration

[26 juin 2008] (p. 3889)

Son intervention (p. 3928)

Thèmes :

Défense : crédits : équipement (p. 3928)

Défense : indépendance nationale (p. 3929)

Défense : opérations extérieures (p. 3928)

Défense : politique de défense (p. 3928)

Défense : renseignement (p. 3928)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3928)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

MISSION « DÉFENSE »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4041) :

- Réunion de la commission des affaires étrangères du 19 juin 2008

Son intervention (p. 4049)